



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale  
de l'alimentation**

Service des actions sanitaires  
Sous-direction de la sécurité sanitaire alimentaire  
Bureau des établissements de transformation et de distribution

# **Délivrance des attestations de conformité aux engins de transport de denrées alimentaires sous température dirigée, au regard des normes techniques**

**(2°, 3° et 4° du I de l'article R. 231-49 du code rural et de la pêche  
maritime)**

## **Cahier des Charges**

Numéro de consultation : **DGAL-2025-001**

Procédure de passation : **Délégation de service public – (phases candidature et phase offre  
conjointes)**

# Table des matières

1. Introduction .....	3
2. Objet de l'appel à candidatures .....	5
2.1. Missions déléguées .....	5
2.2. Durée de la délégation .....	5
2.3. Montant de la délégation .....	6
3. Prestations attendues par mission déléguée .....	6
3.1. Délivrance des attestations de conformité .....	6
3.1.1. Instruction des demandes d'attestation de conformité .....	6
3.1.2. Dispositions spécifiques aux engins neufs .....	7
3.1.3. Dispositions spécifiques aux engins en service .....	8
3.2. Base de données de délivrance des attestations de conformité .....	9
3.3. Instruction des demandes de reconnaissance et évaluation technique des centres de tests .....	10
3.4. Appui technique au ministère chargé de l'agriculture .....	10
4. Rémunération du délégataire : tarifs des prestations .....	11
5. Exigences générales .....	11
5.1. Moyens humains, compétences et expertises .....	11
5.1.1. Adéquation missions-moyens et gestion des compétences .....	11
5.1.2. Expertise dans le domaine du transport sous température dirigée .....	12
5.1.3. Expertise en matière d'audit et de certification de produits .....	12
5.1.4. Indépendance, impartialité et confidentialité vis-à-vis des usagers de la délégation .....	12
5.2. Moyens financiers et techniques requis .....	12
5.2.1. Statut et base financière du candidat .....	12
5.2.2. Infrastructures, équipements et autres moyens .....	13
5.2.3. Système qualité .....	13
5.3. Engagement de continuité de service .....	13
5.4. Les relations avec les usagers de la délégation .....	13
5.5. Polices d'assurances .....	13
5.6. Relations avec l'autorité délégante .....	14
5.7. Objectifs de qualité de service et pénalités .....	14

**ANNEXE 1** : Instruction sur les modalités particulières de renouvellement de certaines attestations de conformité selon l'article R. 231-45 du code rural et de la pêche maritime

**ANNEXE 2** : Clauses contractuelles relatives à la sous-traitance du traitement des données issues de la convention de délégation signée entre le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le futur délégataire

**ANNEXE 3** : Structuration de la base de données

**ANNEXE 4** : Liste des agents de l'actuelle délégation affectés à la réalisation des missions décrites dans le présent cahier des charges et estimation de la masse salariale afférente.

La présente procédure est passée sur le fondement du III de l'article R. 231-49 du code rural et de la pêche maritime et non sur celui du code de la commande publique.

## **GLOSSAIRE**

Autorité délégante : dans le présent cahier des charges, l'autorité chargée de la délégation de service public est le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) représenté par la direction générale de l'alimentation (DGAL) et intitulé le ministère chargé de l'agriculture ou le ministre. Le MASA est autorité compétente ATP.

Délégataire : la personne choisie à l'issue de la présente procédure pour réaliser les missions mentionnées aux 2°, 3°, 4° du I de l'article R. 231-49 du CRPM.

Délégation (de service public) : dans le présent cahier des charges, les termes « délégation de service public » désignent les missions mentionnées aux 2°, 3° et 4° du I de l'article R. 231-49 du CRPM, qui sont confiées au délégataire par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, à l'issue d'une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester, conformément au III du même article. Les modalités de mise en œuvre des activités déléguées sont précisées dans une convention conclue entre l'autorité délégante et le délégataire, après publication de l'arrêté susmentionné.

Denrées périssables : denrées alimentaires pouvant devenir dangereuses du fait de leur instabilité microbiologique lorsque la température d'entreposage n'est pas maîtrisée<sup>1</sup>.

Engins (de transport) : ensemble d'éléments constituant une caisse isotherme et la structure de support nécessaire à son transport sur route ou sur rail ; les dispositifs thermiques peuvent faire partie de cet ensemble<sup>2</sup>. On distingue principalement les camions, camionnettes, remorques, semi-remorques, citernes, wagons, conteneurs, petits conteneurs et autres engins analogues.

Usager : personne qui a recours à un service, en particulier à un service public. Dans le cadre du présent cahier des charges, il s'agit des constructeurs, assembleurs ou reconditionneurs d'engins, des citerniers ou recalorifugeurs, des fabricants, monteurs ou opérateurs de mise en service de dispositifs thermiques, des centres de tests et des utilisateurs (propriétaires ou loueurs) d'engins de transport de denrées périssables.

### **1. Introduction**

Le transport de denrées constitue un maillon fondamental de la chaîne alimentaire. Au sein de cet ensemble, les denrées périssables doivent impérativement être conservées dans des conditions adéquates, notamment en matière de température, afin d'assurer la sécurité sanitaire de ces aliments, dans un intérêt de protection de la santé publique.

Pays contractant à l'accord du 1er septembre 1970<sup>3</sup> dit « accord ATP », spécifique aux transports internationaux de denrées périssables, la France a étendu l'application de cet accord aux transports de denrées périssables sous température dirigée sur le territoire national.

Les engins utilisés pour ces transports sont alors soumis au respect des articles R. 231-44 et suivants du code rural et de la pêche maritime (CRPM) et de l'arrêté du 27 novembre 2020<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Code rural et de la pêche maritime, article R. 231-44

<sup>2</sup> Accord du 1er septembre 1970 dit « accord ATP », annexe 1, point 7

<sup>3</sup> Accord du 1er septembre 1970 relatif aux transports internationaux de denrées périssables et aux engins spéciaux à utiliser pour ces transports dit « accord ATP »

<sup>4</sup> Arrêté du 27 novembre 2020 relatif aux conditions techniques du transport des denrées périssables sous température dirigée

Conformément à l'article R. 231-45 du CRPM, tous les engins de transport sous température dirigée circulant en France doivent être conformes aux normes techniques définies par l'accord ATP, sauf dérogations prévues par l'article R.231-47 du CRPM et précisées par l'article 4 de l'arrêté du 27 novembre 2020 susvisé. Pour le transport de denrées périssables limité au territoire national, l'article R. 231-46 permet la délivrance d'attestations de conformité spécifiques, dites nationales.

Ces textes sont complétés par les documents techniques suivants :

- Instruction technique n° DGAL/SDSSA/2024-698 du 17 décembre 2024 relative au contrôle des engins de transport terrestre de denrées périssables sous température dirigée<sup>5</sup>,
- Référentiel de reconnaissance et d'évaluation technique des centres de tests d'engins en service, reconnu par décision du 3 décembre 2020 et les documents associés<sup>6</sup>,
- Référentiel technique d'habilitation des constructeurs, reconditionneurs, recalorifugeurs d'engins de transport de denrées périssables et des mandataires demandeurs d'attestation et les documents associés<sup>7</sup>.

Ces documents ont vocation à être révisés, avec l'appui du nouveau délégataire, à l'occasion de l'attribution de la présente délégation.

Des notes d'information ATP<sup>8</sup>, produites par le délégataire, s'ajoutent aux référentiels précédemment évoqués.

L'application des textes et des documents techniques évoqués ci-dessus tient compte de toute modification de l'accord ATP et de la réglementation nationale au cours de la délégation.

Le dispositif actuel de certification des engins de transport de denrées périssables sous température dirigée aboutissant à la délivrance des attestations de conformité (ATP ou nationales) repose principalement sur trois activités, listées ci-après et complétées d'une volumétrie donnée à titre indicatif :

- la réalisation d'essais en stations d'essais : cette mission est réalisée par un délégataire choisi par l'administration à l'occasion d'une procédure distincte.
- **l'évaluation technique des professionnels habilités et des centres de tests reconnus :**

L'activité d'audit suit un cycle de trois ans lié au respect des fréquences d'audit définies dans les référentiels et documents associés, précédemment mentionnés.

Année	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre total d'audits réalisés <sup>9</sup>	246	219	194	219	218
Nombre d'audits de professionnels habilités	63	79	77	74	83
Nombre d'audits de centres de tests	166	131	111	140	129
Nombre d'audits renouvellement de petits conteneurs par lot	17	9	6	5	6

Ces audits ont concernés environ 60 professionnels (constructeurs, assembleurs ou reconditionneurs d'engins, citerniers ou recalorifugeurs, fabricants, monteurs ou opérateur de mise en service de dispositifs thermiques), implantés en France ou à l'étranger, préalablement habilités par l'organisme concédant et 210-220 centres de tests préalablement reconnus (au sens de l'article R. 231-49-1 du CRPM et de l'article 17 de l'arrêté du 27 novembre 2020) par le préfet du département d'implantation, avec l'appui du délégataire.

Dans les différents documents relatifs à cette procédure, les professionnels habilités sont parfois dénommés : « constructeurs ».

<sup>5</sup> <https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/instruction-2024-698>.

<sup>6</sup> [http://www.autoritecompetenteatp.cemafroid.fr/centres\\_de\\_tests.htm](http://www.autoritecompetenteatp.cemafroid.fr/centres_de_tests.htm)

<sup>7</sup> <http://www.autoritecompetenteatp.cemafroid.fr/constructeurs.htm>

<sup>8</sup> Voir, pour un exemple de note produites par l'actuel délégataire : <http://www.autoritecompetenteatp.cemafroid.fr/informations.htm>

<sup>9</sup> Source : rapports annuels fournis par le délégataire

• **le traitement des demandes d'attestations de conformité et leur délivrance :**

Année	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre total de demandes d'attestations traitées <sup>10</sup>	36711	34078	36186	35938	38263
Nombre total d'attestations délivrées <sup>11</sup>	32871	30276	31981	31887	33443

En 2023, les 33443 attestations de conformité délivrées ont concernés 15403 engins neufs, 18040 engins en service.

## 2. Objet de l'appel à candidatures

### 2.1. Missions déléguées

En application des 2°, 3° et 4° du I de l'article R.231-49 du CRPM, le ministère chargé de l'agriculture a décidé de confier à un organisme tiers devant exercer sur la totalité du territoire national, y compris la Corse et les DROM<sup>12</sup>, les trois missions suivantes :

- La délivrance des attestations de conformité aux normes techniques applicables aux engins conformément à l'article R.231-48 du CRPM,
- La gestion, la maintenance ainsi que la définition des droits et modalités d'accès par internet à la base de données de délivrance de ces attestations et le contrôle de la fiabilité des données saisies par les télédéclarants,
- L'instruction des demandes de reconnaissance des centres de tests mentionnés à l'article R. 231-49-1 du CRPM, notamment la conduite du processus de leur évaluation technique, ainsi que la rédaction du référentiel des tests et examens réalisés par ces centres.

Par ailleurs, sont déléguées des missions d'appui technique ou de représentation du ministère chargé de l'agriculture, précisées en partie 3.4 du présent cahier des charges.

Le délégataire peut développer des activités annexes à la présente délégation en utilisant les biens utilisés pour l'exercice des missions déléguées, sous réserve que ces activités ne diminuent pas la qualité du service public.

### 2.2. Durée de la délégation

A l'issue de la procédure de sélection des candidatures et des offres, l'organisme retenu (le délégataire) est désigné par un arrêté du ministre chargé de l'agriculture publié au journal officiel de la république française (JORF), conformément à l'article R.231-49 III du CRPM.

Une convention entre le ministre et le délégataire, prévue par l'article 6 de l'arrêté du 27 novembre 2020, complète cet arrêté de désignation et définit les conditions précises de la délégation, notamment les engagements de qualité de service convenus à l'issue de la procédure de sélection préalable.

La délégation de service public porte sur une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la convention par le ministre.

<sup>10</sup> Source : rapports annuels fournis par le délégataire

<sup>11</sup> Source : rapports annuels fournis par le délégataire

<sup>12</sup> Les départements et région d'outre-mer (DROM) regroupent la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion et Mayotte.

### **2.3. Montant de la délégation**

La valeur estimée du contrat de délégation est calculée selon la méthode décrite à l'article R. 3121-1 du code de la Commande Publique. Elle correspond au chiffre d'affaires total hors taxes du délégataire pendant la durée du contrat. La valeur estimée de la délégation s'élève à 9,15M € HT.

## **3. Prestations attendues par mission déléguée**

Le dispositif mis en place doit être évolutif pour être en mesure de s'adapter aux évolutions de la réglementation et de l'accord ATP ou pour répondre à de nouveaux besoins.

### **3.1. Délivrance des attestations de conformité**

Cette mission consiste à instruire les demandes d'attestations relatives aux engins neufs et en service, après vérification de la complétude et de la recevabilité de la demande d'attestation formulées (par les constructeurs spécifiquement habilités ou encore par les centres de tests reconnus) et à délivrer aux demandeurs ces attestations de conformité et les marquages associés, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la demande.

Un accusé de réception est fourni à l'usager pour chaque demande d'attestation par voie électronique<sup>13</sup>. Ce récépissé tient lieu, pendant un mois au maximum, d'attestation pour le transport de denrées périssables, exclusivement sur le territoire national.<sup>14</sup>

La délivrance des attestations de conformité aux normes techniques définies par l'accord ATP peut concerner des engins neufs produits en série sur la base d'un prototype bénéficiant d'un rapport d'essai préalable, des engins en service ayant fait l'objet de tests dans l'un des centres de tests reconnus au sens de l'article R. 231-49-1 du CRPM et de l'article 17 de l'arrêté du 27 novembre 2020 ou encore des engins en service ayant fait l'objet d'un rapport d'essai émis par une station d'essai officielle.

Le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure est destinataire des procès verbaux d'essai (également nommés rapports d'essai) établis par le délégataire chargé de la réalisation des examens de conformité, sélectionné à l'occasion d'une procédure distincte.

#### **3.1.1. Instruction des demandes d'attestation de conformité**

Le dispositif mis en place permet de délivrer, en langue française, les attestations de conformité à l'accord ATP (selon les dispositions prévues par l'accord ATP et à l'article R. 231-45 du code rural et de la pêche maritime) ou les attestations dites nationales. La délivrance des attestations de conformité y afférant sont effectués conformément aux dispositions des appendices 1 à 4 de l'annexe 1 de l'accord ATP.

Le processus de traitement des demandes d'attestation comporte les étapes suivantes :

- réception de la demande d'attestation,
- accusé de réception de la demande,
- délivrance et remise à son destinataire.

Le processus mis en œuvre permet de traiter sans discrimination les demandes d'attestations pour tous les engins, qu'ils soient ou non immatriculés en France, destinés ou non à des pays étrangers, et ce quelle que soit la technologie utilisée.

Conformément aux dispositions et modèles définis par l'accord ATP, le processus permet notamment :

- la délivrance d'attestation de conformité (individuelle ou par lot) pour les engins neufs,
- le renouvellement d'attestation de conformité (individuelles ou par lot) pour des engins en service, y compris dans le cas d'engins testés suite à un changement de propriétaire ou en cas de modification,
- la délivrance d'attestation de conformité pour des engins étrangers disposant d'une attestation de

<sup>13</sup> Code des relations entre le public et l'administration, article L. 112-11

<sup>14</sup> Arrêté du 27 novembre 2020, article 5 III

conformité ATP délivrée par l'autorité compétente du pays d'origine (transposition),

- la délivrance d'attestation de conformité pour les engins de transport destinés à l'étranger,
- la délivrance de duplicata d'attestation de conformité,
- la réédition d'attestation de conformité à l'occasion d'un changement de propriétaire lorsque ce dernier a renoncé par écrit au test de l'engin (sans test),
- la réédition d'attestation de conformité en cas de modification n'ayant pas d'incidence sur la performance de l'engin (sans test).

La base de données de délivrance des attestations de conformité est accessible par Internet en permanence (24h/24 et 365 jours par an). La langue française est obligatoirement utilisée.

Le dispositif permet de définir un délai maximal de traitement d'une demande d'attestation (délai entre la demande complète et recevable et la remise effective de l'attestation), ne pouvant pas excéder quinze jours.

Le dispositif permet de délivrer, si nécessaire, un accusé de réception de la demande d'attestation tenant lieu pendant un mois au maximum d'attestation de conformité pour le transport des denrées périssables, exclusivement sur le territoire national.

En cas de refus de délivrance d'une attestation de conformité, les motifs sont communiqués par écrit au demandeur de l'attestation.

Pour les engins frigorifiques à multi-températures, « une déclaration de conformité doit être fournie dans un document supplémentaire annexé à l'attestation de conformité délivrée par l'autorité compétente du pays de fabrication. Le document est fondé sur les informations communiquées par le fabricant. »<sup>15</sup> La déclaration doit être conforme au modèle n° 14 de l'appendice 2 de l'annexe 1 de l'accord ATP.

La déclaration est fournie par le demandeur d'attestation de conformité, à l'occasion de sa demande.

Le délégataire doit disposer d'un outil permettant le dimensionnement des engins frigorifiques multi-températures au regard des dispositions définies par l'accord ATP. Cet outil permet notamment :

- le descriptif dimensionnel lisible des engins,
- l'émission d'un compte-rendu de dimensionnement sous format PDF,
- une visualisation de l'engin dimensionné sous forme de schéma, avec le positionnement des cloisons fixes et mobiles, des évaporateurs et la numérotation des compartiments.
- la mention de la performance des dispositifs thermiques et de la référence du ou des rapports d'essai émis par les stations d'essai officielles ATP.
- la mention de la performance thermique de la caisse (coefficient K) utilisée pour constituer l'engin de transport et la référence du rapport d'essai de type émis par la station d'essai officielle ATP,
- la mention du résultat global du dimensionnement (conformité ou non aux dispositions de l'ATP).

### **3.1.2. Dispositions spécifiques aux engins neufs**

L'attestation de conformité (ATP ou nationale) est initialement délivrée lors de la mise en service de l'engin de transport, pour une durée de six ans, sur la base d'un procès verbal d'essai (celui relatif à la caisse isotherme) voire d'un deuxième (celui du dispositif thermique), obtenus à l'issue de l'examen de conformité réalisé en station d'essai officielle dans les conditions prévues par l'accord ATP.

Pour les engins de transport neufs construits en série d'après un type déterminé, l'attestation officielle de conformité peut être délivrée au vu de l'examen de conformité de l'engin type et d'un contrôle par échantillonnage d'engins de la série.<sup>16</sup>

#### Evaluation technique des constructeurs d'engins neufs

La certification des productions d'engins neufs fabriqués en série implique la mise en œuvre d'audits périodiques des constructeurs d'engins neufs dans le respect du référentiel technique d'habilitation des

<sup>15</sup> Accord ATP, annexe 1, appendice 2, point 7.3.6

<sup>16</sup> Code rural et de la pêche maritime, article R. 231-48



constructeurs, reconditionneurs, recalorifugeurs d'engins de transport de denrées périssables et des mandataires demandeurs d'attestation, ses documents annexes et les notes d'information ATP, évoqués en point 1. Toute proposition de modification du référentiel doit faire l'objet d'un exposé argumenté, soumis à la validation préalable du ministre chargé de l'agriculture.

#### Examen de conformité par échantillonnage des engins construits en série

« Afin de vérifier que la production des engins fabriqués en série est conforme au type agréé, il sera procédé à des vérifications par l'essai d'engins d'échantillons pris au hasard dans la série de production. »<sup>17</sup>

Ce dispositif prend la forme d'un plan de contrôle pluriannuel, prenant en compte toutes les catégories d'engins fabriqués en série. Il concerne les constructeurs ayant formulé des demandes d'attestations de conformité ou ayant demandé la reconnaissance d'attestations de conformité émises par une autre autorité compétente ATP (cas des engins importés en France).

Le contrôle correspond à l'inspection visuelle de l'engin et à la mesure du coefficient K en station d'essai selon les méthodes et procédures définies par l'accord ATP.

Les modalités de sélection des engins à contrôler ne doivent pas créer de distorsions de concurrence entre fabricants, qu'ils soient implantés en France ou dans les autres pays de l'Union européenne. La sélection des engins est effectuée par le ministère chargé de l'agriculture (DGAL), en lien avec le délégataire.

Chaque engin conforme fait l'objet de la délivrance d'une attestation de conformité pour la classe demandée, tandis que les engins non conformes sont déclassés et le constructeur concerné est soumis à une procédure de contrôle supplémentaire des engins fabriqués dans la période des six mois qui suivent le contrôle. En cas de résultat défavorable à l'occasion du second contrôle, le type d'engin ne peut plus être construit jusqu'à ce qu'il ait fait l'objet d'un nouveau rapport d'essai officiel.

La synthèse périodique des résultats fait l'objet d'un rapport présenté au ministère chargé de l'agriculture et à l'instance de concertation mentionnée au point 4.4 lorsque tous les contrôles prévus ont été réalisés.

Ces missions sont réalisées en lien avec le délégataire de l'Etat chargé des missions d'examen de conformité des engins. La répartition des tâches entre ce dernier et le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure est la suivante :

- Définition du plan d'échantillonnage : une proposition est formulée par le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure, en lien avec le ministère chargé de l'agriculture et le délégataire chargé des missions d'examen de conformité des engins,

Ce plan d'échantillonnage décrira au minimum : les catégories d'engins concernées, les modalités de sélection des engins, les modalités de prélèvement des engins sélectionnés, la méthodologie de contrôle des engins (en station d'essais officielle), l'exploitation des résultats, la description des suites données (vis-à-vis de l'engin concerné, des autres engins de la série, du procès-verbal de type et du constructeur) et la prise en charge des coûts induits.

- Sélection des engins : le ministère chargé de l'agriculture, en lien avec le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure (information du délégataire chargé des missions d'examen de conformité des engins)
- Réalisation de l'examen de conformité : le délégataire chargé des missions d'examen de conformité des engins, qui transmet le résultat au ministère chargé de l'agriculture et au délégataire choisi à l'issue de la présente procédure
- Diffusion du rapport d'essai au constructeur concerné : le ministère chargé de l'agriculture,
- Elaboration d'un bilan : le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure.

#### **3.1.3. Dispositions spécifiques aux engins en service**

Pour les engins en service âgés de six ans puis de neuf ans, les attestations de conformité (ATP ou nationales) sont renouvelées, pour une durée de validité de trois ans, sur la base des tests réalisés par les centres reconnus au sens du chapitre 3 de l'arrêté du 27 novembre 2020 conformément au référentiel de

---

<sup>17</sup> Accord ATP, annexe 1, appendice 1, point 6.b



reconnaissance et d'évaluation technique des centres de tests d'engins en service, évoqué au point 1 du présent cahier des charges et visé à l'article 25 de l'arrêté du 27 novembre 2020<sup>18</sup>.

Les modalités particulières de renouvellement de certaines attestations de conformité sont décrites à l'annexe 1 du présent cahier des charges (engins âgés de douze ans et au-delà, citernes, engins en provenance de l'étranger, engins destinés à l'étranger, prototypes en cours d'essai et dérogations relevant de l'article 3 de l'arrêté du 27 novembre 2020).

### **3.2. Base de données de délivrance des attestations de conformité**

Le délégataire assure le développement, la maintenance et la gestion quotidienne d'un système d'information (nommé base de données), accessible par Internet, permettant la télédéclaration et le traitement des demandes d'attestations, émises par les constructeurs spécifiquement habilités et par les centres de tests reconnus, pour tout engin de transport de denrées périssables sous température dirigée.

Ce système d'information, structuré selon le modèle figurant en annexe 3 du présent cahier des charges, et les données relatives à la précédente période de délégation sont fournies par l'autorité délégante.

Cette base de données permet d'identifier les attestations avec la clé suivante : Marque de l'engin - Type de l'engin - N° Série de la caisse de l'engin.

Elle peut également fournir les données suivantes :

- marque, type, numéro de série de la caisse et du groupe,
- numéro de châssis de l'engin, le cas échéant,
- numéro d'immatriculation pour tous les engins soumis à cette obligation du code de la route.

Le système d'information offre notamment les fonctionnalités suivantes :

- gestion des rapports d'essai de type, y compris leur saisie,
- la saisie des champs nécessaires à la demande d'une attestation,
- demande d'attestation initiale et de marquages pour un engin neuf,
- demande d'importation d'un engin disposant d'une attestation de conformité de son pays d'origine,
- demande de duplicata d'attestation,
- demande de réédition de marquages,
- demande de renouvellement d'attestation pour les engins en service,
- demande de modification d'attestation suite à changement de propriétaire sans test,
- recherche et consultation d'engin,
- consultation des attestations ou en cours de traitement ou délivrées (permettant notamment la vérification de la validité d'une attestation de conformité),
- archivage des attestations au moins pendant toute leur durée de validité,
- sauvegarde des données collectées.

Une assistance téléphonique est assurée tous les jours ouvrés à l'attention des utilisateurs du système informatique (demandeurs d'attestations, services de contrôle du ministère chargé de l'agriculture...).

Une journée de formation/échange est organisée au moins annuellement, dans les locaux du délégataire, en présence du fournisseur de la base de données, pour que les utilisateurs (usagers, délégataire et autorité délégante) puissent faire part des éventuels dysfonctionnements du système rencontrés ou de souhaits d'amélioration.

Le délégataire s'engage sur les horaires d'accessibilité à la base de données (cf. le point 3.2.1). Les périodes d'indisponibilité sont comptabilisées comme indicateur de qualité du service.

Le demandeur d'attestation et les services de contrôle du ministère chargé de l'agriculture peuvent consulter

---

<sup>18</sup> Arrêté du 27 novembre 2020, article 5 IV

sur Internet les attestations demandées et délivrées, ainsi que les informations ayant servi à leur délivrance, avec toutes les restrictions, les droits d'accès et les mesures de sécurité permettant d'empêcher la divulgation d'informations portant préjudice à l'intérêt commercial des demandeurs.

Le ministère chargé de l'agriculture (DGAL) dispose d'un accès à l'intégralité des données et fonctionnalités du système d'information.

Le délégataire fournit au moins annuellement une copie des données au ministère chargé de l'agriculture.

Le traitement automatisé de données à caractère personnel nécessaire à la délivrance des attestations de conformité est réalisé conformément au règlement (UE) n°2016/679<sup>19</sup>.

Avec l'autorisation écrite préalable du ministre chargé de l'agriculture, le développement, la gestion ou la maintenance de la base de données de délivrance des attestations peuvent être confiées à un prestataire qui présente des garanties suffisantes pour mettre en œuvre toute mesure de nature à assurer la conformité du traitement des données au regard de ce règlement.

### **3.3. Instruction des demandes de reconnaissance et évaluation technique des centres de tests**

« Des centres de tests reconnus peuvent réaliser, aux frais du demandeur, les tests nécessaires à l'examen de conformité prévu à l'article R. 231-48 »<sup>20</sup> du CRPM.

Pour réaliser les tests d'engins en service, un centre de tests doit, au préalable, avoir été reconnu par le préfet de son département d'implantation selon la procédure décrite dans le référentiel de reconnaissance et d'évaluation technique des centres de tests d'engins en service. Ces tests concernent les engins en service de six et neuf ans (France métropolitaine et DROM) et les engins en service âgés de plus de douze ans circulant dans les départements d'outre-mer.

Les centres de tests reconnus correspondent aux « experts » mentionnés dans les parties 5 et 6 de l'annexe 1, appendice 2 de l'accord ATP.

Le délégataire participe à l'instruction des demandes de reconnaissance et à l'évaluation technique périodique des centres de tests, conformément au référentiel de reconnaissance et d'évaluation technique des centres de tests d'engins en service.

Il tient à jour le référentiel pré-cité. Toute proposition de modification du référentiel fait l'objet d'un exposé argumenté, soumis à la validation préalable du ministère chargé de l'agriculture.

La méthodologie d'audit appliquée dans le cadre de l'évaluation technique des centres de tests est similaire à celle appliquée lors de l'évaluation technique des constructeurs d'engins neufs.

La liste nationale des centres de tests reconnus devra être publiée sur le site internet du ministère chargé de l'agriculture, sur la base des données fournies par le délégataire.

### **3.4. Appui technique au ministère chargé de l'agriculture**

Le délégataire se voit déléguer des missions d'appui technique et de représentation du ministère chargé de l'agriculture.

Le délégataire doit être en mesure d'apporter tous les éléments techniques relatifs à son activité permettant l'évolution du dispositif et en particulier d'apporter un appui technique à la délégation française au WP.11 (groupe de travail du transport des denrées périssables du Comité des transports intérieurs CTI de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe CEE-ONU), ainsi que dans les groupes de travail ayant trait à l'ATP, sur la base d'un mandat de négociation validé par le ministre.

Le délégataire effectue une veille normative et réglementaire, française et internationale, en lien avec son activité. Il rédige autant que de besoin des messages et notes d'information notamment à la demande de l'autorité délégante et des guides de bonnes pratiques à l'attention des usagers.

Le délégataire fournit annuellement un rapport de son activité d'appui technique.

---

<sup>19</sup> Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données

<sup>20</sup> Code rural et de la pêche maritime, article R. 231-49-1 I

Le délégataire est amené à assurer la formation d'agents du ministère chargé de l'agriculture, à la demande de ce dernier.

#### **4. Rémunération du délégataire : tarifs des prestations**

Les prestations figurant au point 3 du présent cahier des charges font l'objet d'une tarification, publiée sur le site internet du délégataire. Le délégataire se rémunère par la perception de ces redevances auprès des usagers du service public.

Les tarifs des prestations respectent le principe d'égalité des usagers devant le service public<sup>21</sup>. Par conséquent, en France métropolitaine, ils n'introduisent pas de discrimination d'ordre géographique.

Ils concernent en particulier le traitement des demandes d'attestations de conformité, les différents types d'attestations de conformité et marque d'identification associées, l'instruction des demandes d'habilitation, l'évaluation technique des professionnels habilités, l'instruction des demandes de reconnaissance et l'évaluation technique des centres de tests reconnus. Ils intègrent le financement du dispositif d'examen de conformité par échantillonnage des engins construits en série mentionné au point 3.2.2.

Les tarifs sont validés au préalable par l'autorité délégante, dans des conditions précisées par la convention conclue avec le délégataire.

Le cadre applicable à la révision des tarifs figure dans la convention liant le délégataire à l'autorité délégante. A titre indicatif, les tarifs en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025 figurent en annexe 5 du présent cahier des charges.

#### **5. Exigences générales**

L'organisation mise en place doit pouvoir s'adapter, notamment aux évolutions d'ordre réglementaire et aux phénomènes conjoncturels.

Conformément à l'article R. 231-49 du CRPM et à l'article 7 de l'arrêté du 27 novembre 2020 susvisé, l'octroi de la délégation est subordonné au respect des conditions suivantes :

1. Disposer de l'expertise, de l'équipement et des infrastructures nécessaires à la réalisation des missions confiées,
2. Disposer d'un personnel qualifié et expérimenté, en nombre suffisant. En application des dispositions de l'article L. 1224-1 du code du travail, les contrats de travail conclus entre les personnels affectés à la mise en œuvre des missions mentionnées au 2.1) du présent cahier des charges et l'ancien délégataire sont transférés de plein droit au délégataire pour la part correspondant à la mise en œuvre de ces missions.

Une estimation de la masse salariale affectée aux missions mentionnées au 2.1) est présentée au sein de l'annexe 4 du présent cahier des charges

3. Présenter toutes garanties d'indépendance, d'impartialité et de confidentialité,
4. Etre accrédité aux titres de la norme ISO 17065 pour la certification des engins.

##### **5.1. Moyens humains, compétences et expertises**

###### **5.1.1. Adéquation missions-moyens et gestion des compétences**

Pour mettre en œuvre des missions déléguées, le délégataire dispose de personnel, y compris de remplacement si nécessaire, en nombre suffisant, au regard des données d'activité indiquées au point 1.

Ce personnel fait l'objet d'une qualification et d'une supervision par du personnel expérimenté, pour la réalisation de leurs missions respectives.

La formation du personnel est à la charge du délégataire. Elle porte notamment sur les aspects techniques (procédures d'utilisation des infrastructures et des équipements, ...) et les pratiques d'audits des

---

<sup>21</sup> Arrêté du 27 novembre 2020, article 10

constructeurs et des centres de tests.

L'intégralité des échanges écrits et oraux doivent pouvoir se tenir en langue française.

### **5.1.2. Expertise dans le domaine du transport sous température dirigée**

Le personnel réunit les compétences suivantes :

- des connaissances techniques voire de l'expérience dans le domaine du transport de denrées périssables sous température dirigée,
- des connaissances réglementaires dans le domaine du transport de denrées périssables sous température dirigée,
- des connaissances voire de l'expérience en matière de logistique et d'hygiène des denrées alimentaires.

### **5.1.3. Expertise en matière d'audit et de certification de produits**

Le délégataire est expérimenté dans les domaines de la certification de produits et de l'audit d'entreprises construisant et assemblant les engins neufs et de celles réalisant les tests des engins en service. Il dispose de personnel compétent en la matière.

Les auditeurs ont connaissance des bonnes pratiques d'utilisation des engins de transport sous température dirigée et des techniques de construction de caisses isothermes et de dispositifs thermiques. Au moins une partie des auditeurs est en mesure de lire, écrire et parler couramment l'anglais.

Les instructeurs superviseurs chargés de la délivrance des attestations sont rigoureux et maîtrisent les processus de délivrance des attestations de conformité. Ils sont en mesure de lire, écrire et parler l'anglais.

La désignation définitive en tant que délégataire est soumise à l'accréditation effective du candidat au titre de la norme ISO 17065 pour la certification des engins neufs construits en série (mise en œuvre des règles définies en annexe de l'accord ATP et dans le référentiel technique d'habilitation des constructeurs d'engins neufs mentionné en partie 1).

Important : Le candidat qui ne serait pas accrédité le jour du dépôt de sa demande doit s'engager sur le délai maximal d'obtention de cette accréditation qui, en tout état de cause, devra être acquise à compter de la date d'exécution du contrat de délégation.

### **5.1.4. Indépendance, impartialité et confidentialité vis-à-vis des usagers de la délégation**

Le délégataire doit être en mesure de garantir l'indépendance, l'impartialité et la confidentialité de l'équipe dédiée à l'exercice de la délégation vis-à-vis, notamment, des autres acteurs du transport sous température dirigée.

Le délégataire ne peut pas construire, assembler ou commercialiser des équipements, éléments ou composants d'engins de transport soumis à l'obligation d'attestation de conformité prévue par l'article R. 231-48 du CRPM.

Le délégataire ne peut pas être une filiale ou compter parmi les actionnaires des entreprises effectuant ces activités.

## **5.2. Moyens financiers et techniques requis**

### **5.2.1. Statut et base financière du candidat**

Le délégataire est à même d'identifier et d'affecter toutes les actions et tous les outils liés à la gestion des missions déléguées par rapport à toute autre activité qu'il exerce.

La gestion financière de la délégation repose sur une comptabilité analytique faisant apparaître de manière distincte les différentes missions déléguées telles que définies au I de l'article R.231-49 du CRPM ainsi que les éventuelles missions de conseil et de représentation assurées en lien avec l'objet de la délégation.

Cela peut conduire à la création d'une société spécifique aux activités exercées dans le cadre de la délégation de service public, permettant son suivi financier.

### **5.2.2. Infrastructures, équipements et autres moyens**

Le délégataire dispose des infrastructures, des équipements et d'autres moyens nécessaires à la mise en oeuvre des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent cahier des charges.

### **5.2.3. Système qualité**

Les missions déléguées font l'objet d'une documentation (procédures, formulaires d'enregistrement,...) tenue à jour et s'inscrivant dans le cadre d'une démarche qualité.

Le système documentaire qualité est établi sur les principes de la norme ISO 9001 ou équivalent pour le management de la qualité, sur les normes pertinentes de la série ISO 14000 pour le management environnemental et aux normes pertinentes de la série ISO 18000 pour le management de la sécurité.

## **5.3. Engagement de continuité de service**

Le délégataire assure la continuité du service délégué, en anticipant des événements prévisibles voire récurrents (par exemple, le système informatique de délivrance).

Cette continuité n'est toutefois pas exigée en présence d'un cas de force majeure tel que défini au premier alinéa de l'article 1218 du code civil.

## **5.4. Les relations avec les usagers de la délégation**

Le délégataire réunit, autant de fois que nécessaire et au minimum deux fois par an, une instance de concertation avec les représentants des usagers<sup>22</sup>. Une fréquence de 7 à 9 réunions par an est souhaitée.

Cette instance de concertation est composée de représentants du ministère chargé de l'agriculture, de carrossiers constructeurs, de fabricants de dispositifs thermiques, de constructeurs de petits conteneurs, de centres de tests, de transporteurs et de loueurs d'engins.

Le délégataire chargé des missions d'examen de conformité des engins est associé à ces réunions.

Il s'agit d'une instance consultative du ministère chargé de l'agriculture, permettant un échange régulier dans le cadre de la délégation de service public et émettant un avis sur le fonctionnement mis en oeuvre, sur les référentiels et documents associés, sur les résultats des missions d'évaluation technique (des professionnels habilités et des centres de tests reconnus) ou encore sur les éventuels recours. L'anonymat des dossiers présentés y est strictement respecté.

Elle fait l'objet d'un règlement intérieur, validé par la DGAL, décrivant notamment son rôle, les modalités de nomination et de renouvellement de ses membres, ainsi que son fonctionnement.

La réunion de cette instance donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu réalisé par le délégataire. Celui-ci adresse le compte-rendu dans un délai de 20 jours ouvrés après la tenue de l'instance. En aucun cas, le règlement intérieur ne pourra allonger la durée sur laquelle s'engage le délégataire pour cette rédaction.

## **5.5. Polices d'assurances**

Le délégataire devra justifier de polices d'assurances couvrant les dommages aux personnes et aux biens immobiliers et mobiliers causés dans l'exécution des missions déléguées, notamment par son personnel dans l'exercice de ses fonctions. L'attestation de couverture par une responsabilité civile professionnelle est remise dès le dépôt de l'offre.

---

<sup>22</sup> Arrêté du 27 novembre 2020, article 9 II

## **5.6. Relations avec l'autorité délégante**

Le délégataire se soumet à tout audit demandé par le ministre chargé de l'agriculture afin de s'assurer du bon fonctionnement de la délégation de service public qui lui a été confiée. Il lui permet d'accéder à tous les documents nécessaires à l'audit, quel qu'en soit le support, sur l'ensemble du périmètre des activités confiées.

Les données relatives à l'activité déléguée (telles que les plaintes et traitement afférent, les événements de nature à compromettre la continuité de service, ...) sont communiquées à l'autorité délégante au fil de l'eau ou de façon périodique (transmission trimestrielle du planning d'audit et du suivi afférent, ...).

Un échange au moins trimestriel (et autant que nécessaire) réunit le ministère chargé de l'agriculture, le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure et le délégataire chargé des missions d'examen de conformité des engins.

Le délégataire choisi à l'issue de la présente procédure et le délégataire chargé des missions d'examen de conformité des engins échangent autant que de besoin, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs missions respectives.

## **5.7. Objectifs de qualité de service et pénalités**

Le délégataire mesure au moins annuellement la satisfaction des usagers de la délégation.

La convention formalise les principaux objectifs de qualité de service, notamment en matière de disponibilité du système d'information et de délai de traitement des demandes des usagers.

La convention définit également les pénalités applicables si ces objectifs ne sont pas atteints.